

	27 mai 2019
<b>NON À L'OMERTA GÉNÉRALISÉE !</b> <b>REFUSONS LA POLITIQUE DE LA PEUR</b>	

Dénoncer la destruction délibérée des services publics, la dégradation des soins, notamment en psychiatrie, mais aussi dans les EHPAD et dans les services d'urgence, fait l'objet d'une répression accrue.

La dénonciation par les salariés de la perte de sens de leur travail et de la maltraitance institutionnalisée n'est pas supportée par les hiérarchies. Ces dernières évoquent un prétendu devoir de réserve ne visant qu'à cacher la dégradation organisée des services publics du sanitaire, du médico-social et du social

Tous les salariés des services publics sont fragilisés par la disparition programmée de déjà en cours des statuts, remplacés par des contrats à durée déterminée ; c'est la loi travail qui s'applique progressivement à tous.

Les travailleurs de la santé sont encouragés à la dénonciation et au fichage des militants blessés (notamment les gilets jaunes) au moyen du fichier SI-VIC. Les patients en souffrance (dépression, tentatives de suicide, etc) font l'objet d'un fichage (HOPSYWEB) dénoncé sans succès par l'ensemble des organisations professionnelles et d'associations de patients.

Le conseil de l'ordre des médecins soutient les employeurs qui portent plainte contre les médecins du travail et d'autres médecins qui ont établi des certificats dans des cas de souffrance au travail. Là encore, on veut faire taire les paroles dissidentes.

Enfin, une véritable censure tend à être rétablie au nom d'une prétendue lutte contre les *fake news*. Ainsi va la loi contre la manipulation de l'information ; ainsi vont les convocations par la DGSI de plusieurs journalistes dans le but de connaître leurs sources. Pas étonnant que la France soit 32<sup>e</sup> au classement mondial de la liberté de la presse !

Manifestement, l'enjeu pour le gouvernement est que la casse des services publics soit organisée en silence ; pour cela, ils veulent museler les lanceurs d'alerte. C'est une véritable omerta sur les méfaits du libéralisme qui s'installe ! Alors même que le procès des dirigeants de France Telecom a enfin lieu.

Actuellement, les émissions de service public qui donnent la parole à ces derniers avec un minimum de sécurité sont menacées d'une interruption prochaine. Nous nous opposons à la disparition

programmée des émissions d'investigation : *Comme un bruit qui court* mais aussi *Complément d'enquête*, *Cash investigation*...

La liberté d'expression et de diffusion des idées est une des conditions de l'émancipation !

**Nous ne nous ferons pas complices de cette politique-là en gardant le silence !**

**<https://www.mesopinions.com/petition/sante/omerta-generalisee-refusons-politique-peur/66880>**

Pour signer la pétition pour le maintien de l'émission *Comme un bruit qui court* :

**<http://chng.it/P9xtFZ9MGN>**